



FÉDÉRATION DE LA POLONIA DE FRANCE
CONSEIL NATIONAL

LETTRE DE LIAISON

n°5 / novembre 2009

Célébration de la Fête Nationale polonaise du 3 mai à Paris - mémoire et amitié



Extraire du quotidien certaines dates de l'histoire, leur donner un caractère quasi religieux, cela représente quelque chose de plus que de commémorer des événements glorieux et digne de notre mémoire, c'est tout d'abord décider de notre identité en les choisissant. Autant pour le monde que pour nous-mêmes.

Ces dates ont également leurs histoires propres. Pour nous, les Polonais, cette date c'est le 3 mai.

L'histoire de cette fête c'est l'histoire de nos asservissements et de nos renaissances. Et c'est cela justement, bien davantage que le fait même de la Constitution de 3 mai – soit-elle la première en Europe – qui est pour nous le plus significatif. La Fête, instaurée le 5 mai 1791, disparaît du calendrier déjà en 1792, l'année du IIe partage de la Pologne. Elle revient dans l'enthousiasme de la libération, en 1919 pour paraître trop réactionnaire en 1946, et interdite puis supprimée par la loi du 18.01.1951 "sur les jours chômés". 40 ans plus tard, le 6.04.1990, la Fête Nationale du 3 mai reparait dans le calendrier de l'Etat polonais.



La FPF, en étroite collaboration avec l'Ambassade de Pologne et avec l'aide de son service consulaire, a voulu donner à cette Fête, ici en France et particulièrement à Paris, un caractère le plus solennel possible, visible et apprécié. Cette année donc, comme d'ailleurs l'année dernière, elle brillait par sa splendeur.

La Grand Messe pour la Patrie a été célébrée en l'église polonaise de l'Assomption par le père W. Szubert, assisté de Mgr W. Kiedrowski, père J. Kuroczycki et d'autres prêtres de la paroisse

Les représentants des autorités civiles et militaires polonaises à Paris y ont pris part : S.E. Tomasz Orłowski, Ambassadeur de la RP, et M. Mikolaj Kwiatkowski, chef du Service Consulaire de l'Ambassade, avec leurs épouses, col. W. Kozicki, attaché défense et ses collaborateurs col. It P. Piskorz et col. It R. Szczepkowski, Mme le Consul Monika Białecka ainsi que les hauts officiers de l'Armée polonaise présents à Paris – le

Général B. Pacek, chef adjoint de l'EUFOR pour l'opération militaire au Tchad avec son épouse et le col. J. Nawrotek.

La Fédération de la Polonia de France est représentée par M.M. H. Rogowski, président du Conseil National, J. Konieczny, secrétaire général, St. Aloszko, trésorier et nombreux autres membres du Conseil

La présence d'un détachement d'honneur de l'Armée

polonaise avec les porte-drapeaux, trompette et tambour témoignait de ce lien profond qui existe depuis des siècles entre la nation, son armée et l'Eglise. Cette fidélité et cette confiance dont parlait dans son homélie Mgr W. Kiedrowski.

suite page 8

PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 2 MAI 2009

Le 2 mai 2009 à 14h45 la FPF s'est réunie à Paris, 20, rue Légendre en Assemblée Générale à majorité simple, sur convocation du président du Conseil National. La feuille de présence a été émargée par tous les délégués présents au nombre de 23 sur 33 associations à jour de leurs cotisations. M. Rogowski préside la séance en qualité de Président de la Fédération et M. Noster assure le secrétariat de la séance.

Après avoir constaté le quorum, le Président ouvre la séance en présentant l'ordre du jour suivant :

- Rapport d'activité, moral et financier
- Admission de nouveaux membres au Conseil National
- Mise en place du comité de rédaction du magazine Polonia de France
- Mise en place des commissions
- Projets d'actions (enseignement du polonais, festival du folklore polonais)
- Adoption du Règlement Intérieur.

1. Rapport moral : ♦ Deux réunions du Conseil national ♦ Présentation du Bureau ♦ Grands projets (enseignement du polonais, mémoire, festival folklorique) ♦ Site Internet de la FPF réactivé par S. Aloszko ♦ Deuxième numéro du magazine Polonia de France - remerciements aux sponsors ♦ Intervention de la FPF, alertée par R. Soberka, auprès de France 2 au sujet de l'appellation « camp polonais de Belzec » - une lettre d'excuses envoyée par la chaîne à la Fédération (un débat s'engage sur les démarches possibles au vu de la fréquence de ce genre d'incidents) ♦ Contact avec le consulat de Lyon - proposition de réunion en automne entre des membres de la Fédération et des associations locales ♦ Deux déplacements du président en Pologne (à ses frais) - à Wspólnota Polska et aux obsèques du prof. Stelmachowski ♦ Déperdition du nombre d'association adhérentes (actuellement 45 - deux nouvelles adhésions récentes) ♦ Présentation et accueil de nouveaux membres du Conseil National: Mmes Aloszko, Głowacka, Berthaud et M. Darc

2. Rapport financier : ♦ au 31.12.2008 - 3 206,23€ ♦ au 31.03.2009 - 3 966 € ♦ cotisations en 2008 - 1620 €

3. Vote du quitus : ♦ rapport moral - 2 abstentions (le rapport aurait dû être imprimé et distribué aux délégués) ♦ rapport financier - 4 abstentions.

4. Magazine Polonia de France (J. Konieczny):

- ♦ la seule subvention perçue par la FPFest allouée au magazine
- ♦ porteur de l'image de la Polonia
- ♦ recherche de sponsors pour le 3e n°
- ♦ difficulté de constituer une rédaction
- ♦ le magazine devrait servir de trait d'union entre toutes les associations adhérents (selon M. Głowacka la Fédération n'est pas assez présentée dans le magazine)
- ♦ constitution du comité de rédaction : J. Konieczny, A. Launay, A. Czastkiewicz, C. Noster, A. Zaluski
- ♦ proposition de créer un cercle des amis de la Fédération avec une cotisation modique

5. Mise en place des commissions:

- ♦ Budget - B. Bertaud
- ♦ Contacts avec associations - M. Głowacka (proposition de transformer la FPF en association d'utilité publique)
- ♦ Enseignement du polonais - C. Noster, G. Aloszko, D. Nowakowska
- ♦ Evénements - B. Provost.

6. Forum de l'enseignement du polonais en France et de la francophonie en automne 2010 (proposition de C. Noster) - vif débat sur les états de lieux de l'enseignement et ses différents aspects (stages et échanges internationales, petites structures associatives à l'instar de Champigny et de Nice, fondation Du Château de Hrubieszow, comparaison de niveau de l'enseignement en Pologne et en France etc.).

7. Programme des célébrations du 3 mai à Paris.

8. Divers Proposition d'une « Newsletter » Proposition d'organiser l'AG en 2010 à Stella Plage.

9. Lecture et adoption du Règlement Intérieur (version présentée après l'AG de 2008). Seuls les articles 1, 2 et 3 ont été votés (avec des corrections). Les autres articles seront adoptés ultérieurement. A 18h30 le président a levé la séance.

Président	Secrétaire Général	Secrétaire de séance
H. Rogowski	J. Konieczny	C. Noster

LE CAMP ALLEMAND NAZI DE BELZEC

Le 4 avril 2009, la chaîne publique de la Télévision Française, France 2, fait passer une bande d'annonce où nous entendons parler d'un documentaire sur "le premier camp d'extermination polonais à Belzec". Alertés par M. R. Soberka et d'autres membres de la FPF ensuite, nous adressons immédiatement l'e-mail suivant à la direction de la France 2 :

Madame, Monsieur

Nous sommes stupéfaits et scandalisés par l'utilisation de l'expression « premier camp d'extermination polonais » dans l'annonce du documentaire sur le camp de Belzec à projeter ce soir sur votre antenne. Considérer les camps créés et dirigés par les Allemands nazis sur le territoire polonais comme des camps polonais est non seulement une contre-vérité historique, mais surtout une insulte aux victimes, entre autres polonaises, de ce crime impensable auquel il est terrifiant d'ajouter un mensonge. Nous ne pouvons qu'espérer qu'un rectificatif sera apporté avant la projection de ce documentaire.

Certains de votre bonne foi, nous vous remercions donc d'avance pour cette mise au point nécessaire.

Henri Rogowski - Président de la Fédération de la Polonia de France

Jan Konieczny - Secrétaire Général

La réponse arrivée le lendemain matin.

Messieurs,

Tout d'abord veuillez m'excuser pour ma réponse tardive.

La direction artistique de France 2, dirigé par M. Stephen Harle, vous présente ses plus sincères excuses pour cette inadmissible erreur. Dès qu'ils ont en pris connaissance, la signature de la bande annonce a été modifié en "Belzec, premier camp d'extermination nazi en Pologne". Nous vous présentons à nouveau nos plus sincères excuses.

Bien à vous, Anne Laure Mosse

Nous apprécions la rapidité et la teneur de la réponse. Et pourtant, nous devons déchanter le soir de l'émission - l'animateur de l'émission qui précédait la diffusion du documentaire annonce le film sur "le premier camp d'extermination polonais". Désolant et inadmissible. Veuillez nous signaler tous ces genres de dérapages.

LA CRISE DE L'ENSEIGNEMENT POLONAIS EN FRANCE ?

Un nouveau projet du Ministère de l'Education Nationale, publié d'ailleurs assez discrètement, concernant l'enseignement du polonais en France a très vite bouleversé le milieu de l'émigration polonaise en Europe toute entière. Ce projet qui se veut à la fois rassurant et réaliste non seulement ne répond pas aux attentes des familles polonaises migrantes, mais semble aggraver encore la situation déjà précaire de l'enseignement polonais à l'étranger. Le pouvoir polonais chercherait à se décharger de sa responsabilité financière dans ce domaine. Les écoles qui étaient créées pour garantir la scolarité aux enfants des familles temporairement expatriées c'est-à-dire d'abord les familles des diplomates en mission, mais s'ouvrant depuis quelques années aux autres enfants. Ces écoles vont devoir être prises en charge par la société civile locale comme toutes les autres écoles "de samedis". Celles qui ne seraient pas prises en charge auraient tout simplement à "s'éteindre" progressivement.

D'autre part les problèmes budgétaires du jour semblent interdire dès l'année prochaine la pleine exécution du programme scolaire établi. A Paris, plus particulièrement, se pose donc la question de la situation de l'école polonaise de la rue Lamandé - créée par la Grande Emigration, confiée au gouvernement polonais dans l'enthousiasme de la renaissance de l'Etat polonais en 1918, donnée ensuite par le Ministère de l'Education à l'Académie Nationale des Sciences qui exploite aujourd'hui le bâtiment comme l'hôtel en laissant juste une petite partie à l'usage de classes.

Les réponses du Ministère ne sont pas satisfaisantes, nous devons rester vigilants et savoir bien définir nos besoins et nos propositions.

KRYZYS SZKOLNICTWA POLONIJSKIEGO?

E-mail skierowany do Ministerstwa Edukacji Narodowej w Polsce

Szanowni Państwo

Federacja Polonii Francuskiej, zaalarmowana przez liczne stowarzyszenia polonijne jak i przez rodziców dzieci polskich we Francji, po zapoznaniu się z podstawowymi dokumentami MEN-u w tej sprawie, wyraża swój niepokój co do planowanych, i to niemal odrazu, zmian w systemie wsparcia przez Rząd polski szkolnictwa polskiego za granicą. Zmiany te, które nie tylko nie odpowiadają naszym oczekiwaniom – pomocy w rozwiązaniu problemów lokalowych, budżetowych itd. – zdają się pogłębić jeszcze trudności szkolnictwa polonijnego. Bylibyśmy bardzo wdzięczni za jak najszybsze sprecyzowanie nam najbardziej niezrozumiałych dla nas propozycji tego projektu:

- jak należy rozumieć, z punktu widzenia programowego, budżetowego i akademickiego zdania następujące :

a) *Społeczne szkoły sobotnie zachowują autonomię w stosunku do MEN.*

b) *Zagraniczne jednostki organizacyjne ZS na Solcu zostaną przekształcone w społeczne szkoły „sobotnie”,*

c) *szkoły nie przejęte przez lokalne środowiska oświatowe zostaną wygaszone.*

- dlaczego projekt jest tak mało konkretny w kwestii wynagrodzenia nauczycieli w tych szkołach?

- odebranie możliwości budżetowych dla nauczycieli religii jest negacją specyfiki i roli historycznej katolicyzmu polskiego. Prawo rodziców do zagwarantowania dzieciom wykształcenia pełnego w tej szkole polskiej, która wolnie wybrali, musi być polaczone z realnym zabezpieczeniem tego prawa przez MEN jeżeli tylko taka jest wola odpowiedniej ilości tych rodziców - *Nauka w języku polskim traktowana jest jako uzupełnienie, które jest jednak niezbędne do podtrzymania więzi z ojczyzną. W tej sytuacji najlepszym instrumentem do upowszechnienia oświaty za granicą jest budowa internetowej platformy edukacyjnej (platformy e-learningowej), za pośrednictwem której będą prowadzone zajęcia.*

Czy naprawdę musimy pogodzić się z niepokojącą wizją szkoły wirtualnej? Istnienie takiej możliwości w Internecie – samo w sobie napewno pożyteczne - nie może przecież w żaden sposób zastąpić tego fundamentalnego „organizmu społecznego” jakim jest wspólnota szkolna i „nasza klasa”, jedyne za granicą, poza Kościołem, miejsce przeżywania przynależności narodowej?

Bylibyśmy wdzięczni za przekazanie nam możliwie szybko odpowiedzi na te pytania – 25 czerwca zainteresowane organizacje polonijne we Francji, spotkają się, z inicjatywy Polskiej Misji Katolickiej, aby przedyskutować tę zaskakującą „nowość”

Jan Konieczny,

Sekretarz generalny – rzecznik Federacji Polonii Francuskiej

La reponse du Ministère polonais de l'Education Nationale Odpowiedz Ministerstwa

Szanowny Panie,

Odpowiadając na mail skierowany w dniu dzisiejszym do Ministra Edukacji Narodowej Katarzyny Hall, informuję, że MEN nie planowało i nie planuje zmian w zasadach funkcjonowania szkół sobotnich przy ambasadach już w przyszłym roku szkolnym.

Po półrocznej pracy ekspertów z kraju i świata na stronie www.polska-szkola.pl zostały udostępnione przygotowane przez MEN: projekt specjalnej Podstawy programowej oraz projekt Programu Rozwoju Oświaty Polskiej za Granicą i Oświaty Polonijnej na lata 2009-2011. Planujemy, że dyskusja dotycząca tych dokumentów będzie trwała do końca roku. Wszystkie głosy będą szczegółowo analizowane przed podjęciem prac legislacyjnych.

Szkoły „społeczne” prowadzone przez rodziców działają od ponad 50 lat przy parafiach i organizacjach polonijnych, a ostatnio są zakładane także przez stowarzyszenia rodziców – przedstawicieli tzw. nowej emigracji. Uczy się w nich ponad 90 tys. uczniów. Szkoły przy ambasadach (Zespół Szkół dla Dzieci Obywateli Polskich Czasowo Przebywających za Granicą) powstały w 1973 roku i przez ćwierćwiecze obejmowały nauczaniem wyłącznie niewielką grupę dzieci pracowników polskich placówek dyplomatycznych. W 1999 roku możliwość nauki uzyskały tam także dzieci pracowników migrujących i obywateli innych państw o polskim pochodzeniu. Dziś w tych szkołach uczy się ok. 13 tys. uczniów.

Projekt programu przewiduje zwiększenie wsparcia dla oświaty polskiej poza granicami kraju obejmujące m.in.: stworzenie specjalnej podstawy programowej i opartych na niej programów i modułowych podręczników; wypracowanie procedur ewaluacji pracy szkoły, umożliwienie szkołom wystawiania świadectw wg jednolitego wzoru MEN; doskonalenie nauczycieli, delegowanie nauczycieli za granicę, zakup podręczników, system bezpośredniego dofinansowania szkół; wprowadzenie statusu nauczyciela polonijnego; ewolucyjne uspołecznianie szkół przy ambasadach; powołanie instytucji doradcy oświatowego przy polskich placówkach dyplomatycznych. Zachęcam do udziału w dyskusji nad projektem, która potrwa do końca tego roku. Wszystkie głosy będą szczegółowo analizowane przed podjęciem prac legislacyjnych.

Odnosząc się do szczegółowo postawionych pytań:

I. Szkoły utworzone i prowadzone przez stowarzyszenia polonijne, parafie i finansowane niemal wyłącznie przez rodziców stanowią obecnie ok. 90% uzupełniających polskich szkół sobotnich na świecie. Wszelkie najważniejsze decyzje dotyczące szkół: uchwalenie statutu, powołanie dyrektora szkoły, zatrudnianie nauczycieli, nauczane przedmioty, wielkość klas są podejmowane przez właściwe władze stowarzyszenia czyli głównie rodziców. MEN planując wsparcie tych szkół (oferując m.in. możliwość korzystania z programów, podręczników, systemu ewaluacji pracy szkoły, nadawania świadectwa zgodnie z wzorem zatwierdzonym przez MEN, statusu nauczyciela polonijnego czy wreszcie wsparcia finansowego) uznaje samodzielność instytucjonalną i prawną tych szkół i nie zamierza jej ograniczać. Uzyskanie niektórych przywilejów (nadawanie świadectw zgodnych z wzorem zatwierdzonym przez MEN) będzie uzależnione od spełnienia konkretnych warunków (np. realizacja podstawy programowej) nie będzie mieć jednak charakteru obligatoryjnego.

Dziś zaledwie około 10% uczniów polskich szkół sobotnich ma możliwość korzystania z oferty Szkół i Szkolnych Punktów Konsultacyjnych przy placówkach dyplomatycznych. W niektórych krajach liczba uczniów w szkołach sobotnich lawinowo rośnie, zaś możliwości polskiego budżetu - nie tylko w tym zakresie - są ograniczone. Wsparcie wszystkich istniejących już dziś szkół sobotnich prowadzonych przez rodziców na poziomie porównywalnym ze wsparciem udzielanym szkołom sobotnim wymaga dodatkowych środków w wysokości 150 mln zł.

W perspektywie kilku lat planowane jest stopniowe przekształcanie Szkół skupionych dziś w Zespole Szkół na Solcu (szkoły przy ambasadach) stanowiących dziś ok 10% istniejących sobotnich szkół uzupełniających. Część szkół będzie funkcjonowała jako filie szkół w kraju działające m.in. w oparciu o istniejące prawo o oddziałach międzynarodowych czy tzw. nauczanie domowe. Inne zostaną przekształcone/przekazane do prowadzenia przez działające już przy większości szkół stowarzyszenia (szczególne rozwiązanie, w porozumieniu z zainteresowanymi, będzie przyjęte dla działającej w Atenach szkoły ramowej, w której uczy się dziś ponad 800 uczniów). Przekształcenie szkół zwiększy wpływ rodziców na sposób funkcjonowania szkoły (w tym zakres nauczanych przedmiotów) oraz umożliwi rodzicom bezpośrednio uczestniczyć w finansowaniu szkoły. Bez tego zaś zaangażowania utrzymania wszystkich istniejących dzisiaj placówek nie będzie możliwe - zwłaszcza wobec rosnących potrzeb i wymagań dzieci - zwłaszcza w systemie kształcenia uzupełniającego. W początkowym okresie znacząca część nauczycieli przekształcanych szkół z Zespołu Szkół na Solcu będzie zatrudniana przez czas określany w umowach z zainteresowanymi stowarzyszeniami - na zasadach, na których i dzisiaj się to odbywa w stosunku do wielu środowisk polonijnych (Rozporządzenia Ministra Edukacji Narodowej i Sportu z dnia 27 marca 2002 r. w sprawie zasad organizowania kształcenia dzieci obywateli polskich czasowo przebywających za granicą, wspomagania nauczania historii, geografii i języka polskiego wśród Polonii oraz zakresu świadczeń przysługujących nauczycielom polskim skierowanym w tym celu do pracy za granicą /Dz. U. z 2002 r. Nr 44, poz.409). Z czasem szkoły korzystając ze wsparcia finansowego MEN przyznawanego na zasadach grantowych samodzielnie będą podejmowały decyzje dotyczące zatrudnienia nauczycieli.

Zasady płac nauczycieli kierowanych lub delegowanym do pracy za granicę będzie regulowało rozporządzenie MEN w sprawie zakresu i warunków przyznawania świadczeń przysługujących nauczycielom polskim kierowanym lub delegowanym za granicę.

II. Ministerstwo Edukacji Narodowej nie planowało zmian w zasadach funkcjonowania szkół sobotnich przy ambasadach już w przyszłym roku szkolnym. Nie planowało też ograniczać zakresu nauczanych przedmiotów. Niestety deprecjacja złotego spowodowała, że zaplanowany w złotych budżet na prowadzenie szkół przy ambasadach w 2009 jest niewystarczający. Dla funkcjonowania szkół na dotychczasowym poziomie niezbędne jest dodatkowe 5,9 mln zł. Brak tych pieniędzy związany jest wyłącznie ze zmianą kursu czyli faktycznym wzrostem kosztu prowadzenia szkół przy ambasadach w przeliczeniu na złotówki. Ministerstwo Edukacji Narodowej podjęło starania o uzyskanie dodatkowych środków. Nie mając jednak ostatecznych decyzji, od kwietnia informuje szkoły, że jeżeli MEN nie uzyska dodatkowych środków w nowym roku szkolnym może nastąpić ograniczenie skali działania szkół. Między innymi przez likwidację przedmiotów dodatkowych, nie wymienionych w rozporządzeniu regulującym funkcjonowanie szkół przy placówkach dyplomatycznych (Rozporządzenie MEN-u z dnia 2 września 2004 r. w sprawie organizacji kształcenia dzieci obywateli polskich przebywających czasowo za granicą). W ramowych planach nauczania w § 6 w/w rozporządzenia wymienione są Język polski, Historia Polski, Geografia Polski, Wiedza o społeczeństwie. Ponadto "Na wniosek dyrektora szkoły lub kierownika szkolnego punktu konsultacyjnego, w których jest realizowany uzupełniający plan nauczania, dyrektor Zespołu może w arkuszu organizacji szkoły wyrazić zgodę na:

- 1) zwiększenie o jedną godzinę tygodniowej liczby godzin obowiązkowych zajęć edukacyjnych;
- 2) prowadzenie w wymiarze jednej godziny tygodniowo dodatkowych zajęć edukacyjnych z matematyki w celu wyrównania różnic programowych." Spadek wartości złotówki spowodował znaczne podniesienie kosztów prowadzenia szkół poza granicami Kraju. W sytuacji drastycznych oszczędności w budżecie państwa zarówno na rok 2009 jak i na rok 2010 oraz niemożności natychmiastowego rozszerzenia pomocy na szkoły społeczne zainteresowane uzyskaniem statusu Szkolnego Punktu Konsultacyjnego i związanego z tym wsparcia finansowego najważniejszym celem jest zagwarantowanie nauczania przedmiotów przewidzianych w rozporządzeniu. Niestety w obecnej sytuacji finansowej system kształcenia uzupełniającego nie może w całości zastąpić zaangażowania rodziców, społeczności polskiej, czy kościoła w nauczanie religii i kultury polskiej. W ramach projektowanego nowego systemu natomiast zakres nauczania poszczególnych przedmiotów pozostanie w gestii rodziców sprawujących kontrolę nad szkołą.

III. Ministerstwo Edukacji Narodowej nie planuje zastępowania nauki w szkołach uzupełniających szkołą wirtualną. Nauczanie na odległość jest uzupełnieniem istniejących form nauki. W rzeczywistości jest wzbogaceniem istniejącego w szkołach przy ambasadach trybu korespondencyjnego, w którym uczą się uczniowie przebywający poza wielkimi skupiskami emigracyjnymi. Szkoła wirtualna niewątpliwie przybliży do dzieci znajdujących się w najodleglejszych zakątkach świata kontakt z najlepszymi polskimi nauczycielami, najnowszymi materiałami dydaktycznymi oraz całym systemem kształcenia korespondencyjnego. Szkoła wirtualna nie ma zastąpić środowiska społecznego, ale jest proponowaną formą uzupełnienia potrzeb edukacyjnych tych dzieci.

Mam nadzieję, iż powyższe wątpliwości rozwiąły część przynajmniej Państwa niepokojów. Oczekujemy na uwagi dotyczące projektu Żadna reforma systemu nie obejdzie się bez udziału środowisk polonijnych i ich wsparcia. Wszystkie głosy będą szczegółowo analizowane przed podjęciem prac legislacyjnych.

Claudia Torres-Bartyzel
Dyrektor Departamentu Współpracy Międzynarodowej
Ministerstwo Edukacji Narodowej

60 ans

DE L'ASSOCIATION DES ANCIENS COMBATTANTS POLONAIS

En 2008, l'Association des Anciens Combattants Polonais et leurs Familles en France fêtait son 60e anniversaire.

Le point central de la célébration de ce jubilé a eu lieu le 29 novembre 2008 à la Maison "Général Anders" à Paris.



Les sympathisants ont répondu en nombre à l'invitation du Conseil National de l'Association. Parmi eux : le chef du Bureau des Anciens Combattants et des Victimes des Répressions, le Ministre J. Krupski venu de Varsovie, l'ambassadeur de la République de Pologne en France S.E. T. Orłowski, le consul général de la RP à Paris M. Kwiatkowski, les consuls M. Bialecka et E. Salamon, A. Apruzzese – secrétaire d'Etat du Ministère de la Défense aux Anciens Combattants, C. Maryszczak – président de la Fédération Mondiale des Anciens Combattants Polonais, H. Rogowski – président de la Fédération de la Polonia de France, col. J. Hutin-Sroka – représentant de l'Ass. du Souvenir de la 1ère Div. Blindée du Gén. Maczek et nombreux autres représentants polonais, français et étrangers d'organisations d'anciens combattants. Etaient également présents : l'attaché défense de l'ambassade RP – le colonel P. Piskorz et le colonel J. Nawrotek - auditeur à l'Ecole des Hautes Etudes Militaires à Paris, les représentants de cercles régionaux de l'AACP ainsi que le recteur de la Mission Catholique Polonaise en France, Mgr Stanislaw Jez, président du cercle de Paris de l'AACP.

Les invités ont été accueillis par le président national de l'AACP, Mgr le col. W. Kiedrowski qui a brièvement rappelé la situation tragique du soldat polonais à l'étranger après la guerre, soldat privé de la possibilité de rentrer dans son pays. Il a souligné le rôle des combattants polonais à l'étranger non seulement pendant la guerre, mais aussi dans l'effort pour la mémoire du mérite des Polonais dans cette lutte pour la liberté, « la nôtre et la vôtre », comme pour la souveraineté de la Pologne ensuite. C. Maryszczak, président de la Fédération Mondiale des Anciens Combattants Polonais a poursuivi sur le même thème.

Dans l'allocution du ministre J. Krupski revenaient les paroles de reconnaissance et d'estime pour les combattants polonais. Il a exprimé sa volonté d'une

collaboration plus étroite avec les organisations de combattants polonais dans le monde : "Je suis persuadé que la Pologne a eu, jusqu'ici, trop peu d'égard pour l'émigration, pour son engagement, tant pendant la guerre que dans l'après guerre, dans la lutte pour la souveraineté de la Pologne, comme d'ailleurs maintenant dans l'effort de transmission des traditions patriotiques aux générations nouvelles. La Pologne doit y porter plus d'intérêt. J'aimerais faire évoluer nos contacts avec la France dans tout ce qui concerne la mémoire de peuples et la lutte pour ces valeurs européennes qui nous sont communes. [...]"

Après les brefs discours de l'ambassadeur T. Orłowski et de M. A. Apruzzese, M. F. Bouchet a présenté sa conférence sur la participation de Polonais dans le mouvement de la Résistance française et la lutte des soldats polonais pour la liberté de la France. "Martyrisée, volée et divisée – souvent même trahie – la Pologne [...], davantage que toute autre nation, a participé à la lutte pour la libération de l'Europe" – a-t-il déclaré.

J. Kukuryka a lu ensuite l'exposé de M. A. Zamoyski, le vice président national de l'AACP, intitulé "L'histoire de la création de l'AACP". L'exposition "L'histoire de l'AACP en images", préparée par Mme I. Wahl-Damasiewicz et M. A. Serafin, a parfaitement complété cet exposé. Le côté administratif de l'organisation de la célébration a été assuré par Mme Hanna Talko. Particulièrement émouvante était la minute de silence en l'honneur de soldats polonais et français morts sur les champs de batailles, de victimes de Katyn, Ostaszkow, Bykownia, Starobielsk, des camps d'extermination et de concentration, et la cérémonie de dépôt de gerbe devant la plaque *Katyn* sur le Mur de la Mémoire de la Maison du Combattant. L'hymne national et la remise de décorations aux sept personnes particulièrement méritantes pour l'AACP – col. Hutin-Sroka, Fr. Bouchet, M. Blicharz, C. Kieda, P. Ciechelski, M. Gałowski et G. Roger, maire de Bondy.

La fête se termine par un concert de Gabriela Paluch jouant les œuvres de Chopin et la récitation des œuvres de poètes polonais par E. Virol.

La célébration du 60e anniversaire a été couronnée le lendemain par une grand-messe solennelle à l'église polonaise de l'Assomption à Paris. Cette messe concélébrée était présidée par Mgr Stanislaw Jez, recteur de la Mission Catholique Polonaise en France et l'homélie, applaudie par l'assemblée, prononcée par Mgr W. Kiedrowski, président du Conseil National de l'AACP. La célébration était animée la chorale *Piast* sous la direction de Marian Blicharz, qui a proposé, après la messe, encore quelques chants patriotiques. Une petite réception, organisée par l'AACP dans la salle paroissiale, a clôturé cette fête.

Barbara Stettner-Stefańska
fot. Marek Świątkiewicz

POLONIJNY FESTYN RODZINNY

W piękną, słoneczną niedzielę, 31 maja, w Elancourt, dzięki gościnności parku France Miniature, z jego dyrektorem Philippe Escurat, odbył się Polonijny Festyn Rodzinny.

Rozpoczął się on Mszą św. celebrowaną przez wicerektora Polskiej Misji Katolickiej we Francji, ks. prał. K. Gawrona.



Wtedy Polacy żyjący na terenie Francji postanowili zorganizować święto międzynarodowe, które uhonorowałoby rodzinę, matkę i dziecko. Postanowiliśmy więc, że najlepszą datą będzie 1 czerwca czyli Dzień Dziecka. W przyszłym roku planujemy to powtórzyć w Parku Asterix. Do organizacji włączyły się cztery stowarzyszenia polskie, tj. Szkoła Polska z Aulnay sous Bois, Franco-Polonaise z Aulnay

sous Bois, Amicale Saint-Maur des Fosses et Kielce, Union Franco-Polonaise de Saint-Maur des Fosses, a także - w pewnym sensie - Federacja Polonii Francuskiej, która reklamowała nasz festyn. Według naszych szacunków sprzedanych zostało około 700 biletów< Dziękuję za pomoc



Programme artystyczny został przedstawiony przez dzieci - mażoretki ze Skalbmierza, zespół dzieci z Kazachstanu, zespoły Wisła i Wici z Regionu Paryskiego.

Pani M. Głowacka, która wraz z Panią B. Bertaud, organizowała ten festyn, mówi: *Pomysł zorganizowania pikniku zrodził się w roku ubiegłym przy okazji balu sienkiewiczowskiego w Saint-Maur des Fosses.*

biuru podróży Lekier państwa Sieleckich, a także Wydziałowi Konsularnemu przy Ambasadzie RP w Paryżu za wsparcie nas kwotą 700 euros, Ambasadzie za opłacenie hotelu dla mażorettek, wojewodzie kieleckiemu i burmistrzowi Skalbmierza. Pan C. Noster, reprezentujący Biuro Rady Krajowej FPF mógł docenić walor tej inicjatywy.

Fragmenty artykułu K.T, Walendzika w Głosie Katolickim

APEL DO EMERYTÓW KORZYSTAJĄCYCH Z POLSKIEJ EMERYTURY WE FRANCJI

W następstwie licznych skarg emerytów kierowanych przeciwko ZUS-owi (Zakład Ubezpieczeń Społecznych) naruszającemu polską konstytucję i podstawowe prawa sprawiedliwości, Federacja Polonii Francuskiej jest ewentualnie gotowa, w imię emerytów, złożyć skargę do polskich władz, to jest do: Sejmu, Senatu i Trybunału Konstytucyjnego.

Uwzględnienie tej skargi przez polskie władze będzie również korzystne dla przyszłych emerytów. Dlatego też Federacja Polonii Francuskiej zwraca się z prośbą do emerytów o odpowiedź tylko na to jedno pytanie:

Pani uważa, że ZUS was skrzywdził przy ustalaniu wysokości polskiej emerytury?

TAK lub NIE (niepotrzebne skreślić)

Jeśli odpowiedź jest TAK, proszę podać :

- data przyznania polskiej emerytury (decyzja ZUS-u)

.....

- data urodzenia

- nazwisko i imię

- adres zamieszkania

.....

.....
Czytelnie wypełniony kwestionariusz proszę przesać do Federacji Polonii Francuskiej lub za pośrednictwem Waszego Stowarzyszenia na adres:

Federacja Polonii Francuskiej, 20 rue Legendre, 75017 Paris

Podpis emeryta

Sprawę prowadzi Pan R. Soberka

LEGION D'HONNEUR - FELICITATIONS

Mgr Witold Kiedrowski



Vivant en France depuis une soixantaine d'années et âgé de 97 ans, Mgr Witold Kiedrowski, protonotaire apostolique, est déjà une figure de légende de l'émigration polonaise en France, Président national de l'Association des Anciens Combattants Polonais en France, colonel de réserve de l'Armée Polonaise, auteur de nombreux articles, d'émissions radiophoniques et du livre intitulé « Sur les chemins de la vie ». Il est aumônier des sœurs de la Sainte Famille de Nazareth et de l'Ordre des Chevaliers de Malte à Paris.

Né le 16 avril 1912 à Buk en Poméranie, il a fait ses études Séminaire de Pelplin, été ordonné prêtre en 1935 et a continué ensuite ses études à l'Institut Catholique de Paris.

Soldat de la campagne de septembre 1939, membre de l'AK entre 1940 et 1942, il a été arrêté et a miraculeusement échappé à la peine de mort. Prisonnier des camps de concentration de Majdanek, Birkenau et Buchenwald, Il devient ensuite Aumônier - officier de liaison de la IIIe Armée US en Europe.

Monsieur P. Goujon, maire du XV^e arr. de Paris, dira au moment de lui remettre la décoration : *"Monseigneur, vous étiez l'un des soldats prisonniers des Allemands qui parvint à s'enfuir. Mais, confronté à l'abandon*

de 300 de vos caarades blessés sans secours médical, vous avez alors décidé, au mépris de votre vie et de votre liberté, mû seulement par la charité, de rester avec eux, d'endosser de nouveau votre uniforme et de vous présenter à l'ennemi pour lui demandé d'organiser les soins."

Dans les années 1945 - 1947, il va organiser le travail pastoral pour les Polonais en Allemagne et en 1947 s'installe en France.

A partir de 1960 et pendant 35 ans, il animera des causeries religieuses à la section polonaise de Radio France Internationale. Lorsque en Pologne est instauré "l'état de guerre" (1981) il est un des initiateurs de l'aide humanitaire aux Polonais.

"Mon étonnement - dira encore Monsieur P. Goujon - a été qu'on ne vous pas remise cette croix plus tôt, car jamais je n'ai attribué la Légion d'Honneur à plus digne récipiendaire que vous, Monseigneur, tant votre vie est édifiante. Enfant de deux pays, de deux patrie, vous qui êtes "né au bord de la Vistule et avez mûri au bord de la Seine", pour reprendre vos propos, incarnez ce trait d'union entre la Pologne et la France."

Dernière minute ! Par décret du Président de la République de Pologne, Mgr W. Kiedrowski a été nommé général de brigade de l'Armée Polonaise.

Mme Anna Woźniak



Le 15 mai 2009, Madame Anna Woźniak, ancienne vice-présidente du Conseil National de la Fédération de la Polonia de France, a reçu la Croix de Chevalier de la Légion d'Honneur qui lui a été attribuée le 14 juillet 2008 par le Ministère français du Travail.

A la cérémonie étaient présents le Consul général de Pologne à Lyon, Monsieur Piotr Adamiuk, Monsieur Louis Giscard d'Estaing, fils de

l'ancien président de la République française et des mineurs en mémoire de son père mineur.

Professeur de mathématiques de l'enseignement secondaire et enseignante du polonais à l'Université et à l'École Supérieure de Commerce à Clermont Ferrand.

Pour son action en faveur des Polonais en France, de l'aide humanitaire à la Pologne et du rayonnement culturel de la Pologne en France, elle a été décorée de la Croix de chevalier de l'Ordre de Mérite de la République de Pologne.

Membre depuis de nombreuses années de l'Association "Femmes Leaders", elle en est aujourd'hui présidente pour la Côte d'Azur et la Pologne. Elle est également engagée dans la collaboration des villes qui lui sont chères : Comentry en France et Chojnowo en Pologne

Près de 30 porte-drapeaux, réunis par M. J. Surowiec, non seulement polonais, mais aussi français ou ces des



autres pays amis, entouraient l'autel. Quelques centaines de personnes se sont rendues ensuite à l'Espace Saint Pierre

à Neuilly/Seine pour un concert et un spectacle. L'entrée du détachement d'honneur, les honneurs rendus au drapeau, l'hymne polonais exécuté par l'orchestre Harmonia de Bully les Mines et l'allocution solennelle de l'Ambassadeur de Pologne T. Orłowski ont ouvert les festivités.

H. Rogowski, en souhaitant la bienvenue à tous, a salué tout particulièrement les personnalités civiles et militaire, les soldats du détachement d'honneur, puis Mme Kowalczyk, présidente de la Maison de la Polonia d'Henin Beaumont, M. R. Rybski, président de la Harmonia de Bully les Mines et vice-président



du Congrès de la Polonia de France, avec son orchestre, ainsi que les nombreux autres présidents ou représentants d'associations venus souvent de loin

Ensuite Monsieur l'Ambassadeur de la RP et le président de la FPF ont remis des diplômes d'honneur de la FPF au Père J. Kuroczycki, directeur du centre de vacances à Stella Plage et à M. D. Jackowiak, producteur de champagne à l'emblème de l'Aigle polonais, en reconnaissance de leur soutien à notre organisation.

Le concert „à deux chœurs”, par le Chœur de Chambre d'Ile de France sous la dir. de J.-S. Veysseyre et le chœur *Gaude Mater* de l'église polonaise de Paris sous la dir. d'Ewa Lenartowicz, a ouvert la partie artistique. Les chants patriotiques polonais et les œuvres françaises de Janequin, Ravel, ou encore une adaptation de Chopin par Léo Fall et enfin l'exécution, en polonais, par les deux chœurs ensemble d'un poème de Jean Paul II „O ziemia polska” ont donné à cette rencontre un caractère particulièrement solennel et une belle expression d'amitié.

La seconde partie du spectacle était composée d'une entraînante, par son rythme et ses couleurs, représentation de l'ensemble Polonez sous la direction de Mme Z. Torel, le moment poétique de M. S. Gaczol et un concert de la Harmonia de Bully les Mines dirigée par M. F. Zombek.

Le point culminant de la journée était la cérémonie sous l'Arc de Triomphe de Paris. C'est justement cet orchestre qui jouait en tête du défilé depuis les Champs Elysées jusqu'à la Tombe du Soldat Inconnu sur la place de l'Etoile. Sous l'Arc, elle a été relayée par l'orchestre de la Gendarmerie française. La place de l'Etoile a fleuri de toutes les couleurs du folklore polonais, la garde d'honneur du drapeau polonais a pris place devant la flamme... Le général Bruno Davy, chef de la garnison de Paris et S.E. l'Ambassadeur de la République de Pologne, M. Tomasz Orłowski arrivent et sont salués par le général Combette.



Les gerbes sont déposées, au son des tambours polonais, par les représentants de la Maison polonaise et du Congrès de la Polonia de France, Mme S. Kowalczyk et M. Rybski représentant Mme F. Konieczna, présidente du Congrès, ensuite par l'Union Catholique Polonaise, M. S. Indyk, Mmes Hyld et Bankowska, au nom de Mme Jankowska, présidente de l'UCP nationale, par l'Association des Anc. Combattants polonais, Mgr W. Kiedrowski, Mme Damasiewicz-Wahl et M. F. J. Załuski, par la FPF, M.M. H. Rogowski, J. Konieczny et C. Noster, et enfin



par les plus hautes autorités polonaises en France : S.E. T. Orłowski accompagné du gén. B. Pacek et le col. W. Kozicki, attaché défense à l'Ambassade. La flamme est ravivée par S.E. l'Ambassadeur. Nous entendons la sonnerie aux morts. La cérémonie s'achève et pour la première fois sous l'Arc de Triomphe de Paris, nous entendons chanter l'hymne polonais du XIII s. - *Gaude mater Polonia* - par les chœurs polonais et français. Mémoire et amitié.

M. Junik, un des anciens combattants polonais présents sur la place, dira à un journaliste de l'Onet.pl, qu'il ne se souvient pas d'un 3 mai aussi solennel.

Jan Konieczny